

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 29 novembre 2023 au rôle de la section de législation du Conseil d'État sous le numéro 74.995/2;

Vu la décision de la section de législation du 29 novembre 2023 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre des Affaires sociales et du Ministre des Indépendants, et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'article 22 de l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant une assurance indemnités et une assurance maternité en faveur des travailleurs indépendants et des conjoints aidants, modifié par les arrêtés royaux des 10 janvier 2010 et 12 mars 2023, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, le 3° est remplacé par ce qui suit :

" 3° pendant la période où le titulaire suit le trajet de réintégration visant à la réinsertion socioprofessionnelle visé à l'article 25/3. Cette période débute le jour où la déclaration positive d'engagement visée à l'article 25/8 a été signée par le titulaire et se termine

a) soit la veille de la reprise d'un travail rémunéré;

b) soit la veille du début du programme de réadaptation professionnelle approuvé par la Commission supérieure du Conseil Médical de l'Invalidité;

c) soit le dernier jour du trajet de réintégration précité tel que déterminé par le " Coordinateur Retour Au Travail ". "

2° dans l'alinéa 2, les mots " le plan de réintégration visant la réinsertion socioprofessionnelle est établi " sont remplacés par les mots " la déclaration positive d'engagement a été signée par le titulaire ".

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2024.

Art. 3. Le Ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions et le Ministre qui a les Indépendants dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 11 décembre 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Indépendants,

D. CLARINVAL

Le Ministre des Affaires sociales,

F. VANDENBROUCKE

SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE

[2023/206685]

11 DECEMBRE 2023. — Arrêté royal modifiant remplaçant l'article 32 de l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant une assurance indemnités et une assurance maternité en faveur des travailleurs indépendants et des conjoints aidants

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté détermine sous quelles conditions les indemnités d'incapacité de travail sont octroyées au travailleur indépendant en cas de période de détention préventive ou de privation de liberté.

Il vise à aligner la réglementation applicable aux travailleurs indépendants sur la réglementation qui est actuellement d'application pour les travailleurs salariés.

Concrètement, à partir du 1^{er} janvier 2024 :

- l'octroi des indemnités sera suspendu en cas d'emprisonnement en exécution d'une condamnation pénale, lorsque le titulaire se trouve effectivement en prison;

Overwegende dat de adviesaanvraag is ingeschreven op 29 november 2023 op de rol van de afdeling Wetgeving van de Raad van State onder het nummer 74.995/2;

Gelet op de beslissing van de afdeling Wetgeving van 29 november 2023 om binnen de gevraagde termijn geen advies te verlenen, met toepassing van artikel 84, § 5, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Zaken en de Minister van Zelfstandigen, en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 22 van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 houdende instelling van een uitkeringsverzekering en een moederschapsverzekering ten voordele van de zelfstandigen en van de meewerkende echtgenoten, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 10 januari 2010 en 12 maart 2023, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid wordt de bepaling onder 3° vervangen als volgt:

"3° tijdens de periode waarin de gerechtigde het re-integratietraject gericht op sociaalprofessionele re-integratie bedoeld in artikel 25/3 doorloopt. Deze periode gaat in op de dag waarop de positieve engagementsverklaring bedoeld in artikel 25/8 door de gerechtigde is ondertekend en eindigt

a) hetzij daags vóór het hervatten van een bezoldigde werkzaamheid;

b) hetzij daags vóór het aanvangen van het programma van beroepsherscholing, goedgekeurd door de Hoge Commissie van de Geneeskundige Raad voor Invaliditeit;

c) hetzij op de laatste dag van het voormelde re-integratietraject zoals vastgesteld door de "Terug Naar Werk-coördinator". "

2° in het tweede lid worden de woorden "het re-integratieplan gericht op sociaalprofessionele re-integratie is opgemaakt" vervangen door de woorden "de positieve engagementsverklaring door de gerechtigde is ondertekend".

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2024.

Art. 3. De Minister bevoegd voor Sociale Zaken en de Minister bevoegd voor Zelfstandigen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 11 december 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Zelfstandigen,

D. CLARINVAL

De Minister van Sociale Zaken,

F. VANDENBROUCKE

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID

[2023/206685]

11 DECEMBER 2023. — Koninklijk besluit tot vervanging van artikel 32 van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 houdende instelling van een uitkeringsverzekering en een moederschapsverzekering ten voordele van de zelfstandigen en van de meewerkende echtgenoten

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het koninklijk besluit dat wij de eer hebben Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen bepaalt onder welke voorwaarden de arbeidsongeschiktheidsuitkeringen worden toegekend aan de zelfstandigen tijdens periodes van preventieve hechtenis of vrijheidsberoving.

Het heeft tot doel de reglementering die van toepassing is op de zelfstandigen af te stemmen op de regelgeving die van toepassing is op de werknemers.

In concreto, vanaf 1 januari 2024 :

- de toekenning van de uitkeringen wordt geschorst in geval van hechtenis in uitvoering van een strafrechtelijke veroordeling, wanneer de gerechtigde daadwerkelijk in de gevangenis verblijft;

- en cas d'internement, des indemnités réduites de moitié seront octroyées à l'interné sans personne à charge. L'interné ayant charge de famille percevra la totalité de ses indemnités.

A la lumière de l'avis n°74.618/2 du 31 octobre 2023 du Conseil d'Etat et vu les remarques formulées, quelques éclaircissements sont fournis ci-après.

L'avis de l'Autorité de protection des données ne doit pas être demandé comme mentionné par le Conseil d'Etat dans le cadre de l'examen des formalités préalables. En effet, l'arrêté en projet ne prévoit pas la mise en place d'un nouveau flux de données personnelles : c'est le flux de données qui existe actuellement dans l'assurance indemnités des travailleurs indépendants qui sera utilisé pour permettre l'exécution des mesures instaurées par l'arrêté royal en projet.

Aujourd'hui en effet, ce flux de données existe pour permettre l'application de l'article 32 actuel de l'arrêté royal du 20 juillet 1971 qui prévoit que "le titulaire qui n'a pas de personnes à charge et qui est soit détenu en prison ou interné dans un établissement de défense sociale, soit placé dans un dépôt de mendicité, n'a droit qu'à la moitié de la prestation qu'il aurait pu prétendre s'il ne se trouvait pas dans une de ces situations".

Dans ce contexte, il peut être référé au droit de lecture actuel dont disposent les organismes assureurs conformément à l'arrêté royal du 27 janvier 2021 pris en exécution de l'article 7, § 2, de la loi du 5 mai 2019 portant dispositions diverses en matière d'informatisation de la Justice, de modernisation du statut des juges consulaires et relativement à la banque des actes notariés, en ce qui concerne le droit de lecture des organismes ou services visés à l'article 7, § 1, 13°, de cette loi et qui prend la forme d'une transmission automatique par le Service public fédéral Justice.

C'est l'interprétation des données issues de ce flux actuel qui sera modifiée de manière à exécuter le nouvel article 32.

Pour le surplus, le texte en projet a été adapté tenant compte des commentaires du Conseil d'Etat formulés dans son avis n° 74.618/2 du 31 octobre 2023.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,
Le ministre des Indépendants,
D. CLARINVAL
Le ministre des Affaires sociales,
F. VANDENBROUCKE

**CONSEIL D'ÉTAT,
section de législation**

Avis 74.618/2, du 31 octobre 2023, sur un projet d'arrêté royal remplaçant l'article 32 de l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant une assurance indemnités et une assurance maternité en faveur des travailleurs indépendants et des conjoints aidants'

Le 6 octobre 2023, le Conseil d'Etat, section de législation, a été invité par le Vice Premier Ministre et Ministre des Classes moyennes, des Indépendants, des PME et de l'Agriculture, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique à communiquer un avis dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal remplaçant l'article 32 de l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant une assurance indemnités et une assurance maternité en faveur des travailleurs indépendants et des conjoints aidants'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 31 octobre 2023. La chambre était composée de Patrick RONVAUX, président de chambre, Pierre Olivier DE BROUX et Laurence VANCRAVEBECK, conseillers d'Etat, Christian BEHRENDT, assesseur, et Esther CONTI, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Aurore PERCY, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Patrick RONVAUX.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 31 octobre 2023.

- in geval van internering, zullen de uitkeringen die met de helft verminderd zijn worden toegekend aan de geïnterneerde zonder gezinslast. De geïnterneerde met gezinslast zal het geheel van zijn uitkering ontvangen.

In het licht van het advies nr. 74.618/2 van 31 oktober 2023 van de Raad van State en gelet op de gemaakte opmerkingen, wordt hierna enige toelichting gegeven.

Het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit zoals vermeld door de Raad van State in het kader van het onderzoek van de voorafgaande vormvereisten, hoeft niet te worden ingewonnen. Het ontwerpbesluit voorziet immers niet in de invoering van een nieuwe flux van persoonsgegevens: het is de gegevensflux die momenteel bestaat in de uitkeringsverzekering voor zelfstandigen die zal worden gebruikt om de maatregelen uit te voeren die door het ontwerp van koninklijk besluit worden ingevoerd.

Vandaag bestaat deze gegevensflux immers om de toepassing van het huidige artikel 32 van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 toe te laten dat bepaalt dat "de gerechtigde die geen personen ten laste heeft en die, hetzij in een gevangenis is opgesloten of in een gesticht voor sociale bescherming is geïnterneerd, hetzij in een bedelaarstehuis is geplaatst, slechts recht heeft op de helft van de uitkering waarop hij aanspraak zou kunnen maken indien hij zich niet in één van die toestanden bevond".

In dat kader kan er naar het huidige leesrecht worden verwezen waarover de verzekeringsinstellingen beschikken overeenkomstig het koninklijk besluit van 27 januari 2021 tot uitvoering van artikel 7, § 2, van de wet van 5 mei 2019 houdende diverse bepalingen inzake informatisering van Justitie en modernisering van het statuut van rechters in ondernemingszaken en inzake de notariële aktebank, voor wat het leesrecht van de in artikel 7, § 1, 13°, van die wet bedoelde instellingen of diensten betreft en dat de vorm aanneemt van een automatische doorzending door de Federale Overheidsdienst Justitie.

Het is de interpretatie van de gegevens van deze huidige flux die zal worden gewijzigd om het nieuwe artikel 32 uit te voeren.

Voor het overige is de ontwerp tekst aangepast rekening houdend met de opmerkingen van de Raad van State geformuleerd in zijn advies nr. 74.618/2 van 31 oktober 2023.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,
De minister van Zelfstandigen,
D. CLARINVAL
De minister van Sociale Zaken,
F. VANDENBROUCKE

**RAAD VAN STATE,
afdeling Wetgeving**

Advies 74.618/2, van 31 oktober 2023, over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot vervanging van artikel 32 van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 houdende instelling van een uitkeringsverzekering en een moederschapsverzekering ten voordele van de zelfstandigen en van de meewerkende echtgenoten'

Op 6 oktober 2023 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice eerste minister en Minister van Middenstand, Zelfstandigen, KMO's en Landbouw, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot vervanging van artikel 32 van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 houdende instelling van een uitkeringsverzekering en een moederschapsverzekering ten voordele van de zelfstandigen en van de meewerkende echtgenoten'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 31 oktober 2023. De kamer was samengesteld uit Patrick RONVAUX, kamer voorzitter, Pierre Olivier DE BROUX en Laurence VANCRAVEBECK, staatsraden, Christian BEHRENDT, assessor, en Esther CONTI, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Aurore PERCY, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Patrick RONVAUX.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 31 oktober 2023.

*
Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

L'article 32, § 3, en projet, de l'arrêté royal du 20 juillet 1971 'instituant une assurance indemnités et une assurance maternité en faveur des travailleurs indépendants et des conjoints aidants', se rapporte au traitement de données à caractère personnel [1].

Il s'impose, par conséquent, de recueillir l'avis de l'Autorité de protection des données.

Si l'accomplissement de cette formalité devait encore donner lieu à des modifications du texte soumis au Conseil d'État sur des points autres que de forme et ne résultant pas des suites réservées au présent avis, les dispositions modifiées ou ajoutées devraient être soumises à nouveau à l'avis de la section de législation conformément à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État'.

EXAMEN DU PROJET

DISPOSITIF

Article 1^{er}

1. D'après les pièces jointes à la demande d'avis, l'arrêté en projet " vise à aligner la réglementation applicable aux travailleurs indépendants sur la réglementation qui est actuellement d'application pour les travailleurs salariés ", s'agissant de la suspension de l'octroi de l'indemnité aux personnes qui exécutent une peine privative de liberté.

L'article 32, § 1^{er}, en projet, de l'arrêté royal du 20 juillet 1971 est, en conséquence, libellé de la même façon que l'article 233 de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 'portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994', tel que modifié par l'arrêté royal du 19 janvier 2016 et applicable aux travailleurs salariés. Outre l'hypothèse dans laquelle le titulaire séjourne effectivement en prison, l'article 32, § 1^{er}, alinéa 2, en projet, prévoit, à l'instar de l'article 233, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté royal du 3 juillet 1996, que l'octroi de l'indemnité est également suspendu lorsque la peine est exécutée en dehors de la prison dans les deux hypothèses suivantes :

1^o la permission de sortie, visée à l'article 4 de la loi du 17 mai 2006 'relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine'; et

2^o le congé pénitentiaire, visé à l'article 6 de cette même loi.

Le projet tient de ce fait compte de l'annulation partielle de l'article 233 par l'arrêt du Conseil d'État n^o 241.794 du 14 juin 2018. Par cet arrêt, la section du contentieux administratif avait en effet constaté que le régime de la détention limitée permettait l'exercice d'une activité professionnelle, de sorte que, selon la logique qui a prévalu à l'adoption de l'article 105 de la loi 'relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités', coordonnée le 14 juillet 1994, qui constitue le fondement juridique de l'article 233 de l'arrêté royal du 3 juillet 1996, la suspension de l'octroi des indemnités d'incapacité de travail perdait sa raison d'être dans une telle situation. Il a en conséquence annulé dans la disposition les mots " 3^o la détention limitée, visée à l'article 21 de la loi précitée du 17 mai 2006 ".

Il y a toutefois lieu de relever que la loi du 17 mai 2006 prévoit, depuis sa modification par la loi du 11 juillet 2018 'portant des dispositions diverses en matière pénale', une autre forme de détention, à savoir le placement en maison de transition [2]. Conformément à l'article 9/1 de la loi du 17 mai 2006 :

" Le placement en maison de transition est une forme de détention sous laquelle le détenu condamné subit sa peine privative de liberté sur la base d'un plan de placement.

L'exécution de la peine privative de liberté se poursuit pendant la durée du placement en maison de transition ".

*
Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Het ontworpen artikel 32, § 3, van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 'houdende instelling van een uitkeringsverzekering en een moederschapsverzekering ten voordele van de zelfstandigen en van de meewerkende echtgenoten' heeft betrekking op de verwerking van persoonsgegevens. [1]

Bijgevolg moet het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit ingewonnen worden.

Indien de aan de Raad van State voorgelegde tekst naar aanleiding van het vervullen van dat vormvereiste nog wijzigingen zou ondergaan die niet louter vormelijk zijn en die niet zouden voortvloeien uit het gevolg dat aan dit advies gegeven wordt, zouden de gewijzigde of toegevoegde bepalingen op hun beurt om advies aan de afdeling Wetgeving voorgelegd moeten worden, overeenkomstig artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten 'op de Raad van State'.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

DISPOSITIEF

Artikel 1

1. Uit de bij de adviesaanvraag gevoegde stukken blijkt dat het ontworpen besluit "tot doel [heeft] de reglementering die van toepassing is op de zelfstandigen af te stemmen op de regelgeving die van toepassing is op de werknemers" wat betreft het schorsen van de toekenning van de uitkering aan personen die een vrijheidsstraf uitzitten.

Het ontworpen artikel 32, § 1, van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 wordt bijgevolg op dezelfde manier gesteld als artikel 233 van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 'tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994', zoals dat artikel bij het koninklijk besluit van 19 januari 2016 gewijzigd is, en dat van toepassing is op werknemers. Het ontworpen artikel 32, § 1, tweede lid, voorziet niet alleen in het geval waarin de gerechtigde daadwerkelijk in de gevangenis verblijft, aangezien daarin, naar het voorbeeld van artikel 233, § 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 bepaald wordt dat de schorsing van de toekenning van de uitkering ook geldt wanneer de straf in de volgende twee gevallen buiten de gevangenis uitgevoerd wordt:

1^o de uitgaansvergunning bedoeld in artikel 4 van de wet van 17 mei 2006 'betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten'; en

2^o het penitentiair verlof bedoeld in artikel 6 van diezelfde wet.

Het ontwerp houdt daardoor rekening met de gedeeltelijke vernietiging van artikel 233 bij arrest nr. 241.794 van de Raad van State d.d. 14 juni 2018. Bij dat arrest heeft de afdeling Bestuursrechtspraak immers vastgesteld dat de regeling van de beperkte detentie de uitoefening van een beroepsactiviteit mogelijk maakte zodat, volgens de logica die ten grondslag gelegen heeft aan de aanneming van artikel 105 van de wet 'betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen', gecoördineerd op 14 juli 1994, waaraan artikel 233 van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 rechtsgrond ontleent, de schorsing van de toekenning van de arbeidsongeschiktheidsuitkeringen in een dergelijke situatie haar bestaansreden verliest. Bijgevolg zijn in die bepaling de woorden "3^o de beperkte detentie bedoeld in artikel 21 van de voormelde wet van 17 mei 2006" vernietigd.

Evenwel dient opgemerkt te worden dat de wet van 17 mei 2006, sinds de wijziging ervan bij de wet van 11 juli 2018 'houdende diverse bepalingen in strafzaken', in een andere vorm van detentie voorziet, namelijk de plaatsing in een transitiehuis. [2] Artikel 9/1 van de wet van 17 mei 2006 luidt als volgt:

"De plaatsing in een transitiehuis is een vorm van detentie waarbij de veroordeelde gedetineerde zijn vrijheidsstraf ondergaat op basis van een plaatsingsplan.

De uitvoering van de vrijheidsstraf loopt voort tijdens de duur van de plaatsing in een transitiehuis."

Les travaux préparatoires de la loi du 11 juillet 2018 précisent, au sujet de cette mesure,

“ [...] qu’il s’agit ici toujours d’une détention et non de l’octroi d’une modalité alternative d’exécution de peine, telle que la détention limitée ou la surveillance électronique, ou de l’octroi d’une libération anticipée pour laquelle la nature ou la durée des peines sont modifiées ” [3].

En ne prévoyant pas de suspension de l’octroi de l’indemnité dans l’hypothèse d’un placement en maison de transition, le projet crée une différence de traitement entre les détenus placés en maison de transition et les détenus qui exécutent leur peine en prison, ces derniers étant les seuls à ne plus percevoir l’indemnité. Or, la décision de placement d’un détenu en maison de transition ne permet pas, en tant que telle, aux détenus d’exercer une activité professionnelle [4].

L’auteur du projet doit être en mesure de justifier cette différence de traitement, notamment au regard du critère retenu par le Conseil d’État dans son arrêt n° 241.794 du 14 juin 2018, à savoir la possibilité d’exercer une activité professionnelle.

2.1. Si l’article 86, § 3, de la loi ‘relative à l’assurance obligatoire soins de santé et indemnité’, coordonnée le 14 juillet 1994, n’envisage pas expressément l’organisation de traitement de données à caractère personnel, il paraît toutefois raisonnable d’admettre qu’en prévoyant qu’une assurance indemnités peut être prévue en faveur des travailleurs indépendants et des aidants, le législateur a autorisé un traitement de données à caractère personnel pour assurer le contrôle du respect des conditions pour bénéficier de cette assurance indemnités, tel que prévu par l’article 32, § 3, en projet, de l’arrêté royal du 20 juillet 1971 [5].

Cette disposition s’inscrit, pour l’échange de données entre les organismes assureurs et le Service Public Fédéral Justice, notamment dans le cadre de l’arrêté royal du 27 janvier 2021 ‘pris en exécution de l’article 7, § 2, de la loi du 5 mai 2019 portant dispositions diverses en matière d’informatisation de la Justice, de modernisation du statut des juges consulaires et relativement à la banque des actes notariés, en ce qui concerne le droit de lecture des organismes ou services visés à l’article 7, § 1, 13°, de cette loi’.

L’article 32, § 3, en projet, de l’arrêté royal du 20 juillet 1971 donne lieu aux observations suivantes.

2.2. Le projet prévoit que les données sont obtenues “ par voie électronique ”. Il sera précisé si le transfert des données a lieu par le biais d’un “ droit de lecture ”, conformément à l’article 2, § 1^{er}, de l’arrêté royal du 27 janvier 2021 et dans l’affirmative, si ce droit de lecture prend la forme d’une transmission automatique par le Service public fédéral Justice ou d’une possibilité de consultation directe des données, ou de ces deux modalités, conformément à l’article 4 du même arrêté royal.

2.3. L’arrêté royal du 27 janvier 2021 organise le droit de lecture dans la base de données “ Sidis Suite ” dont bénéficient les organismes et services visés à l’article 7, § 1^{er}, 13°, de la loi du 5 mai 2019. L’arrêté en projet apparaît comme une *lex specialis*, en ce qu’il organise l’accès aux données de “ Sidis Suite ” par les organismes assureurs, dans le cadre du versement des indemnités aux travailleurs indépendants qui font l’objet d’une mesure de détention ou d’incarcération.

Dès lors que le droit au respect de la vie privée impose de préciser dans la réglementation les éléments essentiels des traitements de données à caractère personnel, le projet sera complété par l’indication des catégories de données visées à l’article 3 de l’arrêté royal du 27 janvier 2021, qui sont nécessaires pour l’exécution de l’article 32, § 1^{er} et 2, de l’arrêté en projet, et par l’indication du délai maximal de conservation de ces données par les organismes assureurs.

LE GREFFIER
Esther CONTI

LE PRÉSIDENT,
Patrick RONVAUX

—
Note

[1] Voir l’observation n° 2 formulée sous l’article 1^{er}.

[2] Articles 9/1 à 9/3 de la loi du 17 mai 2006.

[3] *Doc. parl.*, Chambre, 2017-2018, n° 54-2969/001, p. 64.

[4] Le « plan de placement » peut prévoir que le détenu placé en maison de transition exercera une activité professionnelle, et des permissions de sortie et autres modalités d’exécution de la peine nécessaires à l’exécution du plan de placement peuvent alors être

In verband met die maatregel wordt in de parlementaire voorbereiding van de wet van 11 juli 2018 gesteld

“(…) dat het hier nog steeds gaat over een detentie en geen toekenning van een alternatieve modaliteit van strafuitvoering zoals de beperkte detentie of het elektronisch toezicht of over de toekenning van een vervroegde invrijheidsstelling waarbij de aard en of de duur van de straffen worden gewijzigd”. [3]

Door niet te voorzien in een schorsing van de toekenning van de uitkering in geval van plaatsing in een transitiehuis geeft het ontwerp aanleiding tot een verschil in behandeling tussen gedetineerden die in een transitiehuis geplaatst zijn en gedetineerden die hun straf in de gevangenis uitzitten, aangezien de laatstgenoemden de enigen zijn die de uitkering niet meer ontvangen. De beslissing waarbij een gedetineerde in een transitiehuis geplaatst wordt, leidt er als zodanig evenwel niet toe dat gedetineerden een beroepsactiviteit kunnen uitoefenen. [4]

De steller van het ontwerp moet dat verschil in behandeling kunnen verantwoorden, in het bijzonder in het licht van het criterium dat de Raad van State in zijn arrest nr. 241.794 d.d. 14 juni 2018 gehanteerd heeft, namelijk de mogelijkheid om een beroepsactiviteit uit te oefenen.

2.1. Hoewel bij artikel 86, § 3, van de wet ‘betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen’, gecoördineerd op 14 juli 1994, niet uitdrukkelijk de verwerking van persoonsgegevens beoogd wordt, lijkt het evenwel aannemelijk dat de wetgever, door te bepalen dat ten voordele van de zelfstandigen en van de meewerkende echtgenoten in een uitkeringsverzekering voorzien kan worden, een verwerking van persoonsgegevens toegestaan heeft om te zorgen voor de controle van de naleving van de voorwaarden waaraan men moet voldoen om in aanmerking te komen voor die uitkeringsverzekering, zoals die verwerking bepaald wordt in het ontworpen artikel 32, § 3, van het koninklijk besluit van 20 juli 1971. [5]

Wat de uitwisseling van gegevens tussen de verzekeringsinstellingen en de Federale Overheidsdienst Justitie betreft, sluit die bepaling meer bepaald aan bij het koninklijk besluit van 27 januari 2021 ‘tot uitvoering van artikel 7, § 2, van de wet van 5 mei 2019 houdende diverse bepalingen inzake informatisering van Justitie en modernisering van het statuut van rechters in ondernemingszaken en inzake de notariële aktebank, voor wat het leesrecht van de in artikel 7, § 1, 13°, van die wet bedoelde instellingen of diensten betreft’.

Het ontworpen artikel 32, § 3, van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 geeft aanleiding tot de volgende opmerkingen.

2.2. In het ontwerp wordt bepaald dat de gegevens “op elektronische wijze” verkregen worden. Er moet verduidelijkt worden of de gegevens overeenkomstig artikel 2, § 1, van het koninklijk besluit van 27 januari 2021 in het kader van een “leesrecht” overgedragen worden en, zo ja, of dat leesrecht de vorm aanneemt van een automatische doorzending door de Federale Overheidsdienst Justitie dan wel van een mogelijkheid tot rechtstreekse raadpleging van de gegevens, of van die beide modaliteiten, overeenkomstig artikel 4 van datzelfde koninklijk besluit.

2.3. Het koninklijk besluit van 27 januari 2021 regelt, wat de databank “Sidis Suite” betreft, het leesrecht waarover de instellingen en de diensten bedoeld in artikel 7, § 1, 13°, van de wet van 5 mei 2019 beschikken. Het ontworpen besluit is blijkbaar een *lex specialis*, aangezien het de toegang regelt die de verzekeringsinstellingen hebben tot de “Sidis Suite” gegevens in het kader van de uitbetaling van de uitkeringen aan zelfstandigen ten aanzien van wie een maatregel van hechtenis of van gevangenzetting getroffen is.

Aangezien het op grond van het recht op eerbiediging van het privéleven verplicht is om in de regelgeving de essentiële elementen van de verwerkingen van persoonsgegevens te vermelden, moet het ontwerp aangevuld worden met de vermelding van de in artikel 3 van het koninklijk besluit van 27 januari 2021 bedoelde categorieën van gegevens die nodig zijn voor de uitvoering van artikel 32, § 1 en 2, van het ontworpen besluit en met de vermelding van de maximumtermijn voor het bewaren van die gegevens door de verzekeringsinstellingen.

DE GRIFFIER
Esther CONTI

DE VOORZITTER,
Patrick RONVAUX

—
Nota

[1] Zie opmerking 2 die *infra* bij artikel 1 gemaakt wordt.

[2] Artikelen 9/1 tot 9/3 van de wet van 17 mei 2006.

[3] *Parl. St.* Kamer 2017-18, nr. 54-2969/001, 64.

[4] In het “plaatsingsplan” kan bepaald worden dat de in een transitiehuis geplaatste gedetineerde een beroepsactiviteit moet uitoefenen en in dat geval is het mogelijk om uitgaansvergunningen toe te kennen en andere strafuitvoeringsmodaliteiten die nodig zijn

accordées (voir O. Nederlandt et A.-S. Vanhouche, « Les maisons de transition : miroir aux alouettes ou pied dans la porte ? », in C. Guillain et D. Scalia (dir.), *Les coûts du système pénal*, Bruxelles, La Chartre, 2020, pp. 42-43).

[5] Voir, dans un sens similaire, l'avis 74.414/4 donné le 2 octobre 2023 sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Communauté française 'relatif à l'agrément et au subventionnement de services spécifiques d'accompagnement à la parentalité'.

11 DECEMBRE 2023. — Arrêté royal remplaçant l'article 32 de l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant une assurance indemnités et une assurance maternité en faveur des travailleurs indépendants et des conjoints aidants

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994, l'article 86, § 3, modifié par les lois des 22 août 2002, 29 mars 2012 et 7 mai 2019;

Vu l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant une assurance indemnités et une assurance maternité en faveur des travailleurs indépendants et des conjoints aidants;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'assurance indemnités des travailleurs indépendants du Service des indemnités de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, donné le 12 juillet 2023;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 27 juillet 2023;

Vu l'accord de la Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 17 septembre 2023;

Vu l'analyse d'impact de la réglementation réalisée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative;

Vu l'avis n° 74.618/2 du Conseil d'Etat, donné le 31 octobre 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre des Affaires sociales et du Ministre des Indépendants, et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 32 de l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant une assurance indemnités et une assurance maternité en faveur des travailleurs indépendants et des conjoints aidants, modifié par l'arrêté royal du 11 décembre 1987, est remplacé par ce qui suit :

" Art. 32. § 1^{er}. L'octroi de l'indemnité est suspendu pendant la période durant laquelle le titulaire fait l'objet d'une mesure de détention ou d'incarcération, en exécution d'une condamnation pénale, et séjourne de ce fait effectivement en prison ou en maison de transition.

L'octroi de l'indemnité est également suspendu pendant la période durant laquelle le titulaire se trouve, en exécution d'une décision de l'instance compétente, en dehors de la prison ou de la maison de transition en raison de l'application de l'une des modalités d'exécution de la peine suivantes :

1^o la permission de sortie, visée à l'article 4 de la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine, sauf si, sur base de cette modalité d'exécution de la peine, le titulaire exerce une activité professionnelle avec l'autorisation du médecin-conseil conformément aux modalités du présent arrêté;

2^o le congé pénitentiaire, visé à l'article 6 de la loi précitée du 17 mai 2006.

§ 2. L'octroi de l'indemnité est limité à la moitié pour le titulaire interne qui n'a pas de personne à charge et qui séjourne dans une institution désignée par l'instance compétente, sous le statut d'un placement. L'indemnité intégrale est toutefois octroyée au titulaire, s'il a obtenu, de la part de l'instance compétente, l'autorisation de quitter l'établissement pour une période ininterrompue d'au moins sept jours, à partir du premier jour de cette dernière période.

voor de uitvoering van het plaatsingsplan (zie O. Nederlandt en A.-S. Vanhouche, "Les maisons de transition: miroir aux alouettes ou pied dans la porte?" in C. Guillain en D. Scalia (eds.), *Les coûts du système pénal*, Bruxelles, la Chartre, 2020, 42-43).

[5] Zie in vergelijkbare zin advies 74.414/4 van 2 oktober 2023 over een ontwerp van besluit van de Franse Gemeenschapsregering 'relatif à l'agrément et au subventionnement de services spécifiques d'accompagnement à la parentalité'.

11 DECEMBER 2023. — Koninklijk besluit tot vervanging van artikel 32 van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 houdende instelling van een uitkeringsverzekering en een moederschapsverzekering ten voordele van de zelfstandigen en van de meewerkende echtgenoten

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, artikel 86, § 3, gewijzigd bij de wetten van 22 augustus 2002, 29 maart 2012 en 7 mei 2019;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juli 1971 houdende instelling van een uitkeringsverzekering en een moederschapsverzekering ten voordele van de zelfstandigen en van de meewerkende echtgenoten;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de uitkeringsverzekering voor zelfstandigen van de Dienst voor uitkeringen van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, gegeven op 12 juli 2023;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 27 juli 2023;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting, d.d. 17 september 2023;

Gelet op de impactanalyse van de regelgeving uitgevoerd overeenkomstig artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;

Gelet op het advies nr. 74.618/2 van de Raad van State, gegeven op 31 oktober 2023, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Zaken en de Minister van Zelfstandigen, en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 32 van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 houdende instelling van een uitkeringsverzekering en een moederschapsverzekering ten voordele van de zelfstandigen en van de meewerkende echtgenoten, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 11 december 1987, wordt vervangen als volgt:

"Art. 32. § 1. De toekenning van de uitkering wordt geschorst tijdens een periode waarin de gerechtigde het voorwerp vormt van een maatregel van hechtenis of gevangenzetting in uitvoering van een strafrechtelijke veroordeling waardoor hij daadwerkelijk in en gevangenis of in een transitiehuis verblijft.

De schorsing van de toekenning van de uitkering geldt ook tijdens het tijdvak waarin de gerechtigde zich in uitvoering van een beslissing van de bevoegde instantie buiten de gevangenis of het transitiehuis bevindt wegens de toepassing van één van de volgende strafuitvoeringsmodaliteiten:

1^o de uitgaansvergunning bedoeld in artikel 4 van de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten, behalve als de gerechtigde op grond van deze strafuitvoeringsmodaliteit een beroepsactiviteit met de toelating van de adviserend arts overeenkomstig de modaliteiten van dit besluit verricht;

2^o het penitentiair verlof bedoeld in artikel 6 van de voormelde wet van 17 mei 2006.

§ 2. De toekenning van de uitkering wordt beperkt tot de helft voor de geïnterneerde gerechtigde die geen persoon ten laste heeft en die in een door de bevoegde instantie aangewezen inrichting verblijft onder het statuut van een plaatsing. De volledige uitkering wordt evenwel aan deze gerechtigde toegekend als hij vanwege de bevoegde instantie de toelating heeft verkregen om de inrichting te verlaten voor een ononderbroken periode van ten minste zeven dagen, vanaf de eerste dag van deze periode.

§ 3. Pour l'application des paragraphes précédents et en exécution de l'arrêté royal du 27 janvier 2021 pris en exécution de l'article 7, § 2, de la loi du 5 mai 2019 portant dispositions diverses en matière d'informatisation de la Justice, de modernisation du statut des juges consulaires et relativement à la banque des actes notariés, en ce qui concerne le droit de lecture des organismes ou services visés à l'article 7, § 1, 13°, de cette loi, l'organisme assureur, auquel le titulaire est affilié ou inscrit, dispose d'un droit de lecture prenant la forme d'une transmission électronique automatique de toutes les données visées à l'article 3 de l'arrêté royal du 27 janvier 2021 précité par le Service public fédéral Justice à partir de sa base de données.

Si les données requises ne sont pas disponibles dans la base de données susmentionnée, l'échange de données nécessaire se fait par le biais d'une attestation papier.

Les données reçues conformément au présent paragraphe ne sont pas conservées plus longtemps qu'il n'est nécessaire aux fins de leur traitement, avec une durée de conservation maximale de trois années à compter du 1^{er} janvier de l'année suivant la clôture du dossier d'incapacité de travail chez l'organisme assureur."

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2024.

Art. 3. Le ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions et le ministre qui a les Indépendants dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 11 décembre 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Indépendants,
D. CLARINVAL

Le Ministre des Affaires sociales,
F. VANDENBROUCKE

SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE

[C – 2023/47913]

21 NOVEMBRE 2023. — Arrêté royal portant exécution de l'article 15, §§ 1^{er}, 5^o et 2, 6^o, de l'article 31, alinéa 1^{er}, et de l'article 43, §§ 1^{er}, alinéa 4, 2, alinéas 2, 3 et 4, et 3, de la loi du 6 août 1990 relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités

Rapport au Roi

Sire,

L'arrêté royal que j'ai l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté a pour objet d'exécuter des dispositions de la loi du 6 août 1990 relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités, ci-après « la loi du 6 août 1990 », telle que modifiée récemment par les lois des 29 janvier 2022 et 18 mai 2022. Il s'agit de dispositions qui ont été introduites dans cette loi en conséquence de la réforme poursuivie par le Pacte d'avenir signé le 28 novembre 2016 par les organismes assureurs, l'Office de contrôle des mutualités et des unions nationales de mutualités, ci-après « l'Office de contrôle », l'INAMI et le précédent ministre des Affaires sociales. Elles concernent les collaborations entretenues par les mutualités et unions nationales et en particulier, le contrôle sur ces collaborations.

Les mutualités et unions nationales sont au cœur de notre système d'assurance soins de santé et indemnités. Ce secteur a fait l'objet d'une réforme importante par l'adoption de la loi du 6 août 1990. En 30 ans, pourtant, la réalité a fortement évolué et il s'est avéré important d'adapter la loi à ces nouvelles réalités et au rôle évolutif des mutualités et des unions nationales de mutualités.

Le législateur a pris la mesure de ces changements et a introduit plusieurs adaptations dans la loi du 6 août 1990, par la loi du 29 janvier 2022 modifiant la loi du 6 août 1990 relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités et par la loi du 18 mai 2022 portant des dispositions diverses urgentes en matière de santé.

Les adaptations ainsi adoptées visent à aligner les dispositions contenues dans la loi du 6 août 1990 à la réalité de terrain actuelle.

§ 3. Voor de toepassing van de vorige paragrafen en in uitvoering van het koninklijk besluit van 27 januari 2021 tot uitvoering van artikel 7, § 2, van de wet van 5 mei 2019 houdende diverse bepalingen inzake informatisering van Justitie en modernisering van het statuut van rechters in ondernemingszaken en inzake de notariële aktebank, voor wat het leesrecht van de in artikel 7, § 1, 13°, van die wet bedoelde instellingen of diensten betreft, beschikt de verzekeringsinstelling waarbij de gerechtigde is aangesloten of ingeschreven, over een leesrecht dat de vorm aanneemt van een automatische elektronische doorzending van alle gegevens bedoeld in artikel 3 van het voormelde koninklijk besluit van 27 januari 2021 door de Federale Overheidsdienst Justitie uit zijn databank.

Indien de vereiste gegevens niet beschikbaar zijn in de voormelde databank, gebeurt de noodzakelijke gegevensuitwisseling via een papieren attest.

De overeenkomstig deze paragraaf ontvangen gegevens worden niet langer bewaard dan noodzakelijk voor de verwezenlijking van het doel van de verwerking ervan, met een maximale bewaartermijn van drie jaar te rekenen vanaf 1 januari van het jaar volgend op de afsluiting van het arbeidsongeschiktheidsdossier in de verzekeringsinstelling."

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2024.

Art. 3. De minister bevoegd voor Sociale Zaken en de minister bevoegd voor Zelfstandigen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 11 december 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Zelfstandigen,
D. CLARINVAL

De Minister van Sociale Zaken,
F. VANDENBROUCKE

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID

[C – 2023/47913]

21 NOVEMBER 2023. — Koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 15, §§ 1, 5^o en 2, 6^o, artikel 31, eerste lid en artikel 43, §§ 1, vierde lid, 2, tweede lid, 3 en 4, en 3, van de wet van 6 augustus 1990 betreffende de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen

Verslag aan de Koning

Sire,

Het koninklijk besluit dat ik de eer heb ter ondertekening aan Uwe Majesteit voor te leggen, strekt tot uitvoering van bepalingen van de wet van 6 augustus 1990 betreffende de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen, hierna "wet van 6 augustus 1990", zoals recent gewijzigd door de wetten van 29 januari 2022 en 18 mei 2022. Het gaat over bepalingen die in deze wet werden opgenomen als gevolg van de hervorming die werd nagestreefd door het Toekomstpact dat op 28 november 2016 werd ondertekend door de verzekeringsinstellingen, de Controledienst voor de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen, hierna "de Controledienst", het RIZIV en de vorige minister van Sociale Zaken. De bepalingen betreffen de samenwerkingen tussen de ziekenfondsen en landsbonden en met name de controle op deze samenwerkingen.

Ziekenfondsen en landsbonden vormen de kern van ons systeem van verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen. Deze sector is op belangrijke wijze hervormd door de wet van 6 augustus 1990. In 30 jaar is de werkelijkheid echter aanzienlijk veranderd en het is belangrijk gebleken de wet aan te passen aan deze evoluties en aan de gewijzigde rol van de ziekenfondsen en landsbonden van ziekenfondsen.

De wetgever heeft rekening gehouden met deze evoluties en heeft meerdere wijzigingen aangebracht in de wet van 6 augustus 1990 door de wet van 29 januari 2022 tot wijziging van de wet van 6 augustus 1990 betreffende de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen en door de wet van 18 mei 2022 houdende diverse dringende bepalingen inzake gezondheid.

De aldus aangenomen aanpassingen beogen de bepalingen van de wet van 6 augustus 1990 in overeenstemming te brengen met de huidige toestand op het terrein.